

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 18/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SIRAC

9 rue Francis de Pressensé
14460 Colombelles

Références : 2024.415
Code AIOT : 0005302882

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement SIRAC implanté 9 rue Francis de Pressensé 14460 Colombelles. L'inspection a été annoncée le 07/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIRAC
- 9 rue Francis de Pressensé 14460 Colombelles
- Code AIOT : 0005302882
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité d'incinération située à Colombelles est exploitée par la société SIRAC (groupe SUEZ),

délégataire de service public pour le SYVEDAC jusqu'en 2030. L'installation est autorisée à traiter 125 000 t de déchets par an dont 10 % de déchets d'activités de soin à risque infectieux (DASRI) par arrêté préfectoral du 2 mai 2012.

L'usine est ouverte 24h/24, 365j/an, et comporte deux lignes d'incinération d'une capacité maximale de 8t/h chacune. Elle alimente notamment un réseau de chauffage urbain et des serres maraîchères et produit également de l'électricité.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Conformité incinérateurs IED
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 3 | Surveillance des PBDD/PBDF et des PCB-dioxines dans les effluents gazeux | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 6 | Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 7 | Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques 2023 | Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 22 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 8 | Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques 2024 | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 9 | Respect des VLE associées aux rejets aqueux 2024 | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 11 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 37.8 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|-----------------------------------|-------------------|
| 1 | Applicabilité | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| | de l'arrêté ministériel | article 1 | |
| 2 | Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a | Sans objet |
| 4 | Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5 | Sans objet |
| 5 | Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales | Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1 | Sans objet |
| 10 | Surveillance de l'impact sur l'environnement | Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 35 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est apparue globalement propre et bien tenue. L'exploitant est attentif aux enjeux environnementaux.

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale portant sur la mise en œuvre des prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations d'incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 de la nomenclature des installations classées.

La visite a permis de constater que l'exploitant a mis en place un plan d'action et des mesures afin de respecter ces nouvelles prescriptions. Au premier semestre, des non-conformités sont apparues dans les rejets atmosphériques concernant le mercure. L'exploitant a mis en place un traitement des fumées complémentaire pour y remédier (cf. point de contrôle n°8).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Applicabilité de l'arrêté ministériel

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Situation administrative de l'installation |
| Prescription contrôlée : |

Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/7987 susvisée aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour au moins une des activités suivantes :

1. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets :

a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;

b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b) ;

2. Elimination ou valorisation de déchets dans des installations de co-incinération de déchets :

a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (rubrique 3520/a) ;

b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (rubrique 3520/b), et dont l'objectif essentiel n'est pas de produire des produits matériels, et lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

- seuls des déchets autres que les déchets de biomasse au sens de la rubrique 2910 sont incinérés ;
- plus de 40 % du dégagement de chaleur qui en résulte provient de déchets dangereux ;
- des déchets municipaux en mélange sont incinérés.

Constats :

L'installation est constituée de deux fours d'incinération de déchets non dangereux d'une capacité maximale de 8 tonnes par heure par four, soit une capacité totale de 16 tonnes par heure.

L'installation accepte également des déchets d'activités et de soins à risque infectieux (DASRI) dans une limite de 10 % de la capacité totale d'incinération.

L'installation est donc soumise à autorisation au titre de la rubrique 3520/a. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets s'appliquent à compter du 3 décembre 2023 (article 2 de l'AM).

L'exploitant a fourni à l'inspection son plan fixant le calendrier des dernières actions mises en place au premier semestre 2024 pour se conformer aux meilleures techniques disponibles, notamment :

- mise en place du suivi des dioxines et furanes bromées, des PCB-dioxines, du benzopyrène (cf. point de contrôle n° 3) ;
- plan de gestion des OTNOC (cf. point de contrôle n°5) ;
- mise en place d'une injection de réactif pour précipiter les métaux (en particulier le mercure) dans le dispositif de lavage des fumées (cf. point de contrôle n° 8) ;
- mise en place du calibrage QAL3 des appareils de mesure.

Pour des raisons organisationnelles, l'évaluation des émissions durant les phases de démarrage et d'arrêt est programmée au plus tard mi-2026 (cf. point de contrôle n° 4).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

Mercuré - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).

Notas :

(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.

(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.

Constats :

L'exploitant a mis en place deux analyseurs début 2023 (un sur chaque ligne d'incinération) permettant la mesure en continu des émissions de mercure dans les rejets atmosphériques. Les rapports mensuels d'autosurveillance de janvier à juin 2024 ont été fournis. Ceux-ci indiquent, pour chaque ligne d'incinération, la valeur moyenne journalière des émissions, le nombre de dépassements de la valeur limite, la durée d'indisponibilité de l'analyseur dans le mois et la durée cumulée d'indisponibilité depuis le début de l'année. Entre janvier et juin inclus, l'analyseur situé sur la ligne 1 a été indisponible 3 heures et celui situé sur la ligne 2 a été indisponible 104 heures et 30 minutes.

Le temps cumulé d'indisponibilité pour les deux lignes ne doit pas dépasser 500 heures par an, soit 250 heures par an et par ligne. La durée d'indisponibilité par ligne n'a pas dépassé les 125 heures pour ce premier semestre.

La mise en place de la surveillance en continu des émissions de mercure dans les effluents gazeux est conforme aux prescriptions.

Le respect des valeurs limites d'émissions atmosphériques ($20 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$ pour le mercure) est abordé au point de contrôle n°8 de ce rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des PBDD/PBDF et des PCB-dioxines dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.

(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8) ; Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

Constats :

L'exploitant indique que la mesure des concentrations en dioxines et furanes bromés (PBDD et PBDF) dans les rejets atmosphériques a été effectuée lors de la surveillance semestrielle prévue par l'article 33 de l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant informe que la campagne du premier semestre 2024 a été réalisée par l'APAVE du 27 mai au 31 mai. Les résultats n'étaient pas disponibles.

Le rapport des analyses réalisées par SECAUTO sur les prélèvements effectués entre le 25/04/24 et le 23/05/24 fait apparaître les mesures des concentrations en PCB de types dioxines. Cette surveillance est réalisée en parallèle du suivi des PCDD et PCDF (dioxines et furanes chlorés), sur les prélèvements mensuels effectués par l'intermédiaire de cartouches. Une courbe montre également l'évolution des concentrations depuis janvier. Les concentrations mesurées sont inférieures au seuil de surveillance de 0,01 ng/Nm³.

Le suivi des PCB de types dioxines est donc conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport des mesures réalisées par l'APAVE au premier semestre à réception afin de confirmer la mise en œuvre du suivi des dioxines et furanes bromés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5

Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Constats :

| |
|--|
| <p>L'exploitant, par l'intermédiaire de son logiciel de supervision, est en mesure de retrouver les périodes durant lesquelles l'installation a fonctionné dans des conditions autres que normales (OTNOC). Il est enregistré la nature des anomalies ayant engendré des OTNOC et les durées de celles-ci.</p> <p>L'exploitant est capable de retrouver les mesures des polluants émis lors de ces phases en recoupant les périodes OTNOC enregistrées avec le logiciel de suivi des émissions.</p> <p>Comme évoqué dans le point de contrôle n°1, l'exploitant a fourni à l'inspection son plan fixant le calendrier des actions à mettre en place pour se conformer aux meilleures techniques disponibles.</p> <p>Pour des raisons organisationnelles, l'évaluation des émissions durant les phases de démarrage et d'arrêt est programmée au plus tard mi-2026.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 5 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; - examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place un cahier des charges définissant les conditions pour lesquelles il considère que la ligne d'incinération se trouve en OTNOC. Certaines anomalies sur le fonctionnement du four, sur le traitement des fumées et le traitement des eaux de lavages des fumées sont identifiées OTNOC.</p> <p>L'exploitant a également transmis le plan de gestion des OTNOC. Celui-ci précise la durée maximale annuelle de fonctionnement en OTNOC (250 h) et définit une durée pour chaque type</p> |

de défaut. Ce plan indique aussi l'évaluation trimestrielle des OTNOC, les mises à jour effectuées après analyse. Par exemple, deux ajustements des seuils de déclenchement d'une phase OTNOC sur deux paramètres ont été réalisés cette année.

Un compteur des durées de fonctionnement OTNOC a été mis en place. Entre le 01/01/24 et le 20/06/24, jour de la visite, les lignes 1 et 2 ont fonctionné respectivement 36,91 h et 49,31 h en OTNOC. Ces durées pour une demi-année sont conformes aux prescriptions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'évaluation périodique consiste en :

- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;
- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;
- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Constats :

La liste des équipements critiques susceptibles d'être à l'origine d'un fonctionnement en OTNOC a été fournie.

L'inspection a pu échanger avec le responsable de la maintenance sur le site. La gestion de la maintenance est assistée par ordinateur (GMAO). Le logiciel contient des fiches de maintenance préventive, permet de programmer des tournées, le tout associé à un calendrier. Le suivi des équipements critiques est intégré à la GMAO déjà existante. Cependant, il n'est pas fait de distinction entre le programme de maintenance des équipements critiques vis-à-vis des OTNOC et les autres.

La surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC a été abordée dans le point de contrôle n°4.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- procéder à une évaluation des émissions atmosphériques lors des périodes OTNOC survenues en 2024 (fréquence des événements, durée, quantités de polluants émises) ;
- évaluer la conception appropriée des équipements liés au traitement du mercure dans les fumées que l'exploitant prévoit de déployer et leur impact sur les émissions.

Type de suites proposées : Avec suites

| |
|---|
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 7 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques 2023

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 22 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites d'émission fixées ci-après ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.</p> <p>[...]</p> <p>Monoxyde d'azote et dioxyde d'azote :</p> <ul style="list-style-type: none"> • concentration en moyenne journalière : 80 mg/m³ • concentration en moyenne sur une demi-heure : 300 mg/m³ <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En sus de l'autosurveillance effectuée par l'exploitant, un contrôle semestriel des rejets atmosphériques est effectué par un laboratoire indépendant (article 33 de l'arrêté préfectoral du 02 mai 2012).</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports des mesures réalisées par l'APAVE du 20 mars au 30 mars 2023 et du 7 novembre au 10 novembre 2023. En particulier, il est mesuré les NOx en concentration moyenne sur 3 essais de 1 heure chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 90 mg/Nm³ le 21 mars sur la ligne 1 ; - 84 mg/Nm³ le 28 mars sur la ligne 2 ; - 102 mg/Nm³ le 10 novembre sur la ligne 1 ; - 107 mg/Nm³ le 7 novembre sur la ligne 2. <p>Les valeurs mesurées en moyenne sur les 3 essais d'une heure sont supérieures à la valeur limite d'émission (VLE) en moyenne journalière. L'inspection constate également que les VLE indiquées dans les rapports de 2023 sont celles de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Le rapport des mesures effectuées au premier semestre 2024 n'était pas encore disponible le jour de l'inspection.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser si des situations OTNOC sont apparues au cours des périodes de mesures réalisées par l'APAVE.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir les mesures en semi-horaire et valeurs moyennes journalières en EOT (conditions effectives de fonctionnement) et en NOC des NOx mesurées ces jours-là dans le cadre de son autosurveillance pour comparaison et pour s'assurer du respect des prescriptions.</p> <p>Il s'assurera de la bonne transcription des nouvelles VLE en condition normale de fonctionnement de l'arrêté du 12 janvier 2021 dans le rapport du premier semestre 2024 et transmettra celui-ci à l'inspection à réception.</p> |

| |
|---|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 8 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques 2024

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.1.1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 s'appliquent à compter du 3 décembre 2023, en particulier concernant les VLE des rejets canalisés dans l'air (cf. point de contrôle n°1).</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports mensuels d'autosurveillance des émissions atmosphériques de mercure de janvier à juin 2024 (cf. point de contrôle n°2). Alors qu'aucune anomalie n'a été constatée en 2023, il est notamment relevé au premier semestre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 13 jours avec une moyenne comprise entre 20 et 53 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ du 21 avril au 23 mai sur la ligne 1 ; - 20 jours avec une moyenne comprise entre 20 et 134 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ du 21 mars au 23 mai sur la ligne 2. <p>Ces valeurs sont nettement supérieures à la moyenne journalière limite de 20 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$. Devant le constat de ces non-conformités, l'exploitant a rapidement décidé de mettre en place un dispositif de traitement complémentaire. Une solution permettant la précipitation des métaux (en particulier le mercure) est injectée dans le système de lavage des fumées. Cette injection est réalisée manuellement lorsque la concentration en mercure dans les rejets gazeux dépasse 15 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$. Elle est arrêtée quand la valeur devient inférieure à 5 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$. Une feuille de suivi comportant la date, l'heure de début et de fin d'injection, les concentrations en mercure avant et après et le débit est renseignée manuellement. Elle est située près de la pompe d'injection. Lors de la visite des installations, la feuille de suivi des injections a été consultée : elle n'était pas totalement renseignée et des valeurs d'injection mentionnées excédaient le seuil de 15 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$.</p> <p>L'exploitant suit l'efficacité de ce traitement et indique ne plus mesurer de dépassement de la VLE depuis la mise en service du dispositif le 25 mai, ce qui est confirmé par les mesures transmises. L'automatisation du dispositif est envisagé, mais ne pourra se faire que lors d'un prochain arrêt technique des lignes (une semaine tous les 6 mois).</p> <p>L'inspection constate la réactivité de l'exploitant dans la mise en œuvre de cette action corrective. Toutefois, l'inspection découvre la survenue de ces dépassements répétés lors de son contrôle ainsi que la mise en place d'un traitement complémentaire des fumées.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> |

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> - transmettre la procédure suivie pour les injections du produit chimique insolubilisant désigné METCLEAR MR 2435 et d'identifier les points d'amélioration de son dispositif (automatisation, doublement des pompes d'injection, régulation, etc.) avec un calendrier de déploiement de ces améliorations; - veiller à la qualité et la complétude du renseignement de la fiche de suivi des injections manuelles; - informer le préfet des modifications apportées aux installations et l'inspection des installations classées des dépassements de VLE, en particulier lorsqu'ils sont répétés; - transmettre un rapport d'incident (Cf. Article R.512-69 du code de l'environnement) évaluant l'impact des dysfonctionnements sur l'environnement et l'impact sanitaire en particulier aux points les plus sensibles identifiés dans l'EQRS; vous justifierez en particulier que les conclusions de l'EQRS en vigueur ne sont pas remises en cause; - évaluer la faisabilité d'intégrer un suivi des retombées de mercure dans le suivi annuel des retombées de métaux; - poursuivre les investigations pour déterminer les déchets susceptibles d'être à l'origine de ces dépassements et d'informer l'inspection des résultats de ses recherches. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 9 : Respect des VLE associées aux rejets aqueux 2024

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 8 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Valeurs limites d'émissions |
| Prescription contrôlée : Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduares respectent les valeurs limites listées dans le tableau de l'annexe 8 de l'arrêté. |
| Constats : L'exploitant procède à une analyse mensuelle des rejets au milieu naturel des eaux de lavages après traitement. Les analyses d'avril et mai 2024 effectuées par EUROFINs sont conformes aux valeurs limites de l'arrêté ministériel. Cependant, certains seuils indiqués sur le rapport sont ceux de l'arrêté préfectoral, notamment concernant les métaux. Les mesures de MES et COT ne sont pas réalisées dans ces analyses mensuelles. La surveillance concernant les dioxines et furanes (PCDD et PCDF) est réalisée 2 fois par an (article 34 de l'arrêté préfectoral du 02 mai 2012). Les dernières analyses ont eu lieu en juillet 2023 et janvier 2024. Les résultats sont conformes. Cependant, l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 s'applique depuis le 3 décembre 2023 (cf. point de contrôle n°1). Il impose la surveillance mensuelle des PCDD et PCDF dans les rejets aqueux résultant de l'épuration des fumées (cf. annexe 2.2.3 a). La VLE qui s'applique est de 0,05 ng/L (cf. annexe 8). |

| |
|--|
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour les mesures de MES et de COT, l'exploitant précisera les modalités de surveillance retenues y compris les normes d'analyse et se positionnera sur la possibilité d'inclure ces paramètres parmi ceux mesurés lors des contrôles indépendants mensuels.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place la surveillance mensuelle des PCDD et PCDF dans les eaux rejetées au milieu naturel. Il s'assurera, pour certains paramètres, de la bonne transcription des nouvelles VLE de l'arrêté du 12 janvier 2021 dans les prochains rapports d'analyse.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 10 : Surveillance de l'impact sur l'environnement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 35 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'impact sur l'environnement |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous sa responsabilité et à ses frais, l'exploitant procède à la mise en place d'un programme de mesures des dioxines et métaux dans l'environnement de son établissement de Colombelles dont les modalités précises devront être définies en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce programme respectera en tout état de cause les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la détermination de la concentration des polluants dans l'environnement de l'installation sera réalisée selon une fréquence au moins annuelle, [...] <p>Les résultats de cette surveillance accompagnés de commentaires seront communiqués chaque année à l'inspection des installations classées ainsi qu'à la commission locale d'information et de surveillance.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des dernières analyses sur les métaux et dioxines / furanes dans les retombées atmosphériques autour du site. ATMO NORMANDIE a réalisé cette campagne de mesure du 14/06/23 au 09/08/23 par l'intermédiaire de jauges placées autour du site en fonction de la rose des vents. Celles-ci étaient situées à une distance comprise entre 25 m et 3,3 km du site.</p> <p>Les résultats montrent que les retombées ne présentent pas d'augmentation par rapport aux années précédentes et restent inférieures aux percentiles 95 régionaux (inférieures aux 5 % des valeurs les plus élevées de la région).</p> <p>La campagne de mesures 2024 est programmée durant l'été.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2012, article 37.8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés.</p> <p>Ils comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 poteau incendie normalisé de 60 m³/h, alimenté par le réseau public pris en compte pour un débit disponible en permanence sous 1 bar de 60 m³/h ; • une réserve d'eau d'un volume minimal de 240 m³ implantée et aménagée selon les préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours et conformes aux dispositions fixées par la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951 ; • des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements. Les agents d'extincteur doivent être appropriés aux risques à combattre ; • des robinets d'incendie armés, répartis dans les installations situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en direction opposée. Ils sont utilisables en période de gel. <p>Ces équipements doivent être maintenus en bon état et être facilement accessibles en toutes circonstances. Leur emplacement doit être clairement signalé.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a procédé à la vérification de l'entretien de quelques extincteurs. Sur un extincteur situé dans le hall de déchargement des déchets vers la fosse, à proximité de la porte d'accès à la zone de réception des DASRI, le dernier contrôle effectué date de juillet 2022. De plus, le corps de celui-ci était endommagé. Les autres extincteurs examinés ont été vérifiés au cours de l'année précédente.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier l'entretien et la réparation de cet extincteur ou son remplacement.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |